

La finance participative : Un levier de financement pour l'entrepreneuriat social au Maroc

Participatory finance: A financing lever for social entrepreneurship in Morocco.

Auteur 1 : BOUYA Imane.

Auteur 2 : ZAHID Abdelkabar.

BOUYA Imane

Doctorante en sciences économiques à la FSJES Université Cadi Ayyad, Laboratoire de recherche en Energie - Finance- Economie Internationale Comportementale, de l'environnement et Entrepreneuriat (REFERENCE) Marrakech - Maroc

ZAHID Abdelkabar

Professeur de l'enseignement supérieur à la FSJES Université Cadi Ayyad, Laboratoire de recherche en Energie -Finance- Economie Internationale Comportementale, de l'environnement et Entrepreneuriat (REFERENCE) Marrakech - Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : BOUYA .I & ZAHID .A (2026) « La finance participative : Un levier de financement pour l'entrepreneuriat social au Maroc », African Scientific Journal « Volume 03, Num 34 » pp: 2537 – 2565.



DOI : 10.5281/zenodo.19034203
Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

L'entrepreneuriat social est perçu comme une initiative privée au service de l'intérêt collectif, qui adopte une démarche entrepreneuriale afin de répondre à des objectifs à la fois économiques et sociaux, tout en évitant la recherche d'un profit maximal et en respectant des principes éthiques et des convictions. Cette approche s'aligne avec les objectifs fondamentaux de l'Islam. De ce fait, l'entrepreneuriat social et la finance participative, en tant qu'élément clé de l'écosystème de la finance participative, s'efforcent de traiter des problématiques similaires et partagent des motivations communes.

Cet article a pour but, d'une part, de mettre en lumière la contribution de la finance participative en tant qu'outil de financement alternatif et novateur pour surmonter les défis et les contraintes liés au financement de l'entrepreneuriat social, et, d'autre part, d'identifier les facteurs qui influencent l'adoption des mécanismes de financement de la finance participative par les entrepreneurs sociaux. Sur le plan méthodologique, cette recherche s'appuie sur une analyse bibliométrique de la littérature scientifique à l'aide du logiciel VOSviewer, complétée par une analyse qualitative des études empiriques existantes portant sur la relation entre finance participative et entrepreneuriat social. Les résultats de l'étude montrent que la finance participative peut constituer un levier pertinent pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat social au Maroc, en proposant des mécanismes de financement fondés sur des principes éthiques et adaptés aux besoins spécifiques de ces initiatives.

Mots clés : Entrepreneuriat social, finance participative, financement participatif, alternative, contrainte de financement.

Abstract

Social entrepreneurship is perceived as a private initiative serving the collective interest, which adopts an entrepreneurial approach to meet both economic and social objectives, while avoiding the pursuit of maximum profit and adhering to ethical principles and convictions. This approach aligns with the fundamental objectives of Islam. As a result, social entrepreneurship and participatory finance, as key elements of the participatory finance ecosystem, strive to address similar issues and share common motivations.

This article aims, on the one hand, to highlight the contribution of participatory finance as an alternative and innovative financing tool to overcome the challenges and constraints related to social entrepreneurship financing, and, on the other hand, to identify the factors that influence the adoption of participatory finance mechanisms by social entrepreneurs. From a methodological perspective, this research relies on a bibliometric analysis of the scientific literature using the VOSviewer software, complemented by a qualitative analysis of existing empirical studies examining the relationship between participatory finance and social entrepreneurship. The findings indicate that participatory finance can represent a relevant lever to support the development of social entrepreneurship in Morocco by offering financing mechanisms based on ethical principles and tailored to the specific needs of these initiatives.

Keywords: Social entrepreneurship, participatory finance, participatory financing, alternative, funding constraint.

Introduction

Au cours de la dernière décennie, l'entrepreneuriat social (ES) est devenu un acteur important dans la résolution des défis sociaux et sociétaux, tant dans les pays développés que ceux en voie de développement. Il se distingue par sa capacité à proposer des solutions innovantes à des problèmes souvent délaissés par les secteurs public et privé traditionnels. En créant de nouvelles entreprises ou en transformant des structures existantes de manière créative, l'entrepreneuriat social combine des objectifs économiques et sociaux pour favoriser le bien-être collectif. Cependant, malgré son potentiel, les structures de l'entrepreneuriat social rencontrent des défis majeurs, notamment en matière de financement. Ces difficultés touchent particulièrement les jeunes entreprises sociales, qui doivent faire face à la réticence des banques classiques, à l'inadaptation des produits de microfinance classiques et à la réduction des subventions publiques.

Dans ce contexte, la finance participative (FP) représente une alternative intéressante. Fondée sur des principes éthiques comme le partage des profits et des pertes (3P) et l'interdiction de l'intérêt et de la spéculation, la finance participative propose des outils financiers adaptés aux besoins spécifiques des entrepreneurs sociaux. En s'inscrivant dans la finance participative (FP), elle privilégie l'impact social et l'entrepreneuriat, tout en respectant des valeurs culturelles et religieuses.

Dans ce cadre, le présent article s'intéresse au rôle que peut jouer la finance participative dans le financement de l'entrepreneuriat social au Maroc. L'objectif de cette recherche est d'analyser comment la finance participative, par ses caractéristiques et spécificités, peut soutenir les entrepreneurs sociaux en leur permettant de surmonter les obstacles et contraintes de financement, tout en apportant des réponses à la problématique suivante : **Dans quelle mesure la finance participative peut-elle répondre aux défis financiers de l'entrepreneuriat social au Maroc en offrant des solutions adaptées aux besoins spécifiques de ces structures ?**

Pour apporter des éléments de réponse à notre problématique, cette étude adopte une méthodologie combinant une analyse bibliométrique et une étude qualitative des travaux empiriques. L'analyse bibliométrique, réalisée à l'aide du logiciel VOSviewer, permet de traiter un large ensemble de publications scientifiques afin d'identifier les tendances, les relations conceptuelles et les réseaux d'auteurs influents, révélant ainsi la structure intellectuelle du domaine et les interactions entre ses principales thématiques. Parallèlement, l'étude des travaux empiriques confronte ces résultats théoriques aux réalités observées sur le terrain. Cette

approche intégrée garantit une rigueur scientifique tout en offrant une compréhension à la fois conceptuelle et pratique du rôle de la finance participative dans le développement de l'entrepreneuriat social.

Afin de structurer cette recherche, l'article est organisé en deux parties principales. La première partie présente une revue de la littérature consacrée à l'entrepreneuriat social et à la finance participative. La seconde partie expose l'approche méthodologique adoptée, fondée sur une analyse bibliométrique de la littérature scientifique ainsi que sur l'analyse des études empiriques existantes portant sur le rôle de la finance participative dans le financement de l'entrepreneuriat social.

1. Revue de littérature

Cette revue de littérature explore d'une part l'état des lieux de l'entrepreneuriat social au Maroc, ses sources de financement traditionnelles et les principaux obstacles rencontrés, et d'autre part la finance participative, ses instruments adaptés à l'entrepreneuriat social ainsi que les facteurs déterminant leur adoption.

1.1.L'entrepreneuriat social au Maroc : Situation actuelle, modes de financement classiques existants et principaux obstacles à l'accès au financement

Ce volet présente un aperçu de la situation actuelle de l'entrepreneuriat social au Maroc, en mettant en lumière ses principales sources de financement ainsi que les obstacles qui freinent son accès aux ressources financières.

1.1.1. L'état des lieux de l'entrepreneuriat social au Maroc

L'entrepreneuriat social est un concept jeune qui n'a émergé qu'à partir des années 90 des deux côtés de l'Atlantique. En Europe, sous l'impulsion de l'Italie qui créa en 1991 un statut spécifique de coopératives sociales afin de répondre à des besoins non ou mal satisfaits par les services publics et aux Etats Unis, avec notamment la « Social Enterprise Initiative » lancée en 1993 par la Harvard Business School (CODES, 2007).

L'économie sociale (ES) au Maroc s'inscrit dans une tradition ancienne de solidarité, d'entraide et de travail collectif, profondément ancrée dans la culture marocaine, même si elle n'était pas auparavant désignée sous ce terme (Layadi et al., 2019). Aujourd'hui, son essor s'intègre dans le cadre plus large de l'économie sociale et solidaire (ESS), un secteur reconnu pour sa

contribution au développement économique et social du pays à travers ses trois piliers : les associations et fondations, les coopératives et les mutuelles (Amrani, 2016).

La Stratégie Nationale 2010-2020 de l'ESS, adoptée par le gouvernement, a cherché à faire de ce secteur un moteur de croissance inclusive, favorisant la cohésion économique, sociale et territoriale. Les entreprises sociales marocaines adoptent diverses formes juridiques — associations, coopératives, sociétés de capitaux ou organismes publics — mais les **coopératives** demeurent la forme la plus dominante. Celles-ci se distinguent par leur capacité à concilier **rentabilité économique et utilité sociale**, tout en bénéficiant d'**avantages fiscaux** et d'un cadre légal adapté (Laminou et Chakir, 2021). Ainsi, l'économie sociale représente aujourd'hui un levier essentiel pour promouvoir l'emploi, l'inclusion et le développement durable au Maroc.

1.1.2. Les modèles de financements classiques de l'entrepreneuriat social existant

L'entrepreneuriat social, bien implanté, se heurte à d'importantes difficultés de financement. Les entrepreneurs sociaux peinent à prouver la viabilité et la transparence de leur modèle économique, ce qui freine l'intérêt des investisseurs (J. Elamrani & M. Lemtaoui). Pour surmonter ces obstacles, ils doivent renforcer la visibilité de leurs projets et adapter leurs stratégies de financement aux spécificités de chaque initiative.

✓ Business Angels

Les Business Angels, bien que définis de manière variable dans la littérature, sont décrits par Fiti et al. Comme des individus disposant de moyens financiers significatifs prêts à investir dans des idées entrepreneuriales. Leur rôle est crucial pour le financement et le développement des entreprises sociales, particulièrement celles à caractère innovant. En investissant des fonds souvent de manière anonyme, ils soutiennent la survie et la réussite des projets sociaux. Par ailleurs, l'autofinancement reste une source essentielle pour assurer la pérennité de ces entreprises.

✓ Le financement des bailleurs de fonds internationaux et les subventions publiques

Du fait de leur finalité qui consiste à obtenir un important impact social, les entreprises sociales ou les entrepreneurs sociaux reçoivent le plus souvent des dons et subventions de l'Etat, des collectivités locales ou encore des bailleurs de fonds internationaux.

✓ **Le financement conventionnel (le microcrédit)**

En fonction de leurs besoins et de leurs modèles de financement, certaines entreprises sociales sollicitent les institutions de microfinance pour obtenir des microcrédits. D'autres privilégient des associations ou fondations qui leur proposent des prêts, avec ou sans intérêt, ou en échange d'un dépôt de garantie. De nombreuses institutions créent également des fonds d'investissement social pour soutenir des projets ayant un impact social significatif (J. Elamrani ; M. Lemtaoui). Toutefois, certaines entreprises sociales parviennent à financer leurs projets en ayant recours à des produits financiers bancaires, bien que ceux-ci soient souvent mal adaptés à leur modèle économique.

Le financement de l'économie sociale au Maroc repose, d'une part, sur des bailleurs de fonds privés, tels que les initiatives d'associations et de fondations, comme « Initiative Souss Massa », ainsi que les associations de microcrédit. D'autre part, il s'appuie sur l'intervention gouvernementale, notamment à travers le programme de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH).

1.1.3. Obstacles de financement de l'entrepreneuriat social

Cette section met en évidence les principaux obstacles, internes et externes, qui entravent le financement de l'entrepreneuriat social au Maroc.

1.1.3.1. Obstacles internes

✓ **Obstacles liés aux différences culturelles**

Les entrepreneurs sociaux et les investisseurs traditionnels ne partagent ni les mêmes références culturelles ni les mêmes cadres cognitifs. En effet, les institutions de financement traditionnelles utilisent des critères d'évaluation et des terminologies différents, ce qui rend leur compréhension de ce secteur plus complexe et complique leurs prises de décision en matière d'investissement (Lehner, 2013).

✓ **Motivations différentes**

Les entrepreneurs sociaux et les investisseurs traditionnels ont des motivations qui divergent profondément. Les premiers visent prioritairement une finalité sociale et/ou environnementale, considérant la rentabilité économique et financière comme un simple moyen au service de cet objectif. En revanche, les seconds sont avant tout animés par la recherche de profit maximal.

Cette divergence rend difficile pour les entrepreneurs sociaux d'attirer ces investisseurs, qui peinent à comprendre leur approche (Meyskens et Bird, 2015).

1.1.3.2.Obstacles externes

✓ Réduction des soutiens et financements publics

Les aides publiques, grâce à l'impact social et/ou environnemental qu'elles soutiennent, représentent une solution naturelle aux besoins de financement des entrepreneurs sociaux. Cependant, ces dernières années, on observe une baisse significative de ces aides, accompagnée d'une sélection plus rigoureuse, en raison notamment des diverses crises (crise financière de 2008, crise sanitaire de la Covid-19, etc.) qui ont engendré des contraintes budgétaires pour les États.

Cette diminution des subventions publiques a aggravé les difficultés de financement des entreprises sociales, augmentant ainsi la pression pour rechercher des sources alternatives. En effet, face à ces restrictions, un secteur longtemps dépendant des subventions et des dons doit désormais se tourner vers d'autres solutions de financement.

✓ Restriction de l'accès aux financements bancaires

La finalité sociale et/ou environnementale des entreprises sociales suscite une certaine méfiance de la part des banques. Ces dernières ont du mal à comprendre les modèles économiques sociaux, souvent complexes, de ces entreprises, ce qui les rend réticentes à les financer. Cette complexité s'explique par trois facteurs principaux : tout d'abord, les entreprises sociales poursuivent une double mission, mêlant objectifs sociaux et économiques. Ensuite, les entrepreneurs sociaux placent leur mission sociale au premier plan, qu'ils réalisent en exploitant des opportunités à caractère social. Enfin, ils évoluent dans des conditions difficiles, typiques du secteur social, marquées par l'incertitude du marché, un manque de ressources financières, une faiblesse du développement économique, social et institutionnel, ainsi qu'une gouvernance limitée (Khassal et Rehioui, 2018).

✓ L'inadaptation de la microfinance traditionnelle

La microfinance conventionnelle, par sa définition et son objectif initial, est censée s'adresser à toutes les personnes exclues du système bancaire classique, qu'il s'agisse d'individus (les populations pauvres et extrêmement pauvres) ou de structures (microentreprises, entreprises sociales, acteurs du secteur informel, etc.). Cependant, de nombreuses études ont révélé ses

limites, notamment l'utilisation détournée des financements à des fins non productives, des taux d'intérêt excessivement élevés (entre 30 % et 100 %), ainsi qu'un ciblage restreint de la population bénéficiaire. Ces faiblesses rendent la microfinance inadaptée aux besoins de financement spécifiques des entreprises sociales.

1.2.La finance participative au Maroc : état des lieux, produits de financement adaptés à l'entrepreneuriat social et facteurs clés influençant leur adoption

Cette section présente l'évolution de la finance participative au Maroc, ses principaux produits adaptés aux besoins de l'entrepreneuriat social ainsi que les facteurs déterminant leur adoption.

1.2.1. La finance participative au Maroc : Fondements et panorama actuel

Cette partie expose les principes de la finance participative ainsi que son évolution récente au Maroc.

1.2.1.1.Principes et fondements de la finance islamique

La finance participative est un compartiment de la finance éthique du fait de son caractère réel et socialement responsable, et pourrait répondre à un besoin qui va au-delà du financement (Guéranger, 2009). Elle se distingue par des particularités qui respectent les principes de l'Islam dans le domaine économique, ce qui la distingue de la finance conventionnelle.

Le système financier islamique repose principalement sur les règles suivantes :

- **L'interdiction de l'intérêt (Al-Riba)** : Selon l'islam, il est recommandé de ne pas utiliser Al-Riba, qui provient du mot arabe Raba et qui signifie accroître une chose à partir d'elle-même. Dans notre contexte, l'intérêt fait référence aux surplus que donne un emprunteur au prêteur suite à un échange de choses de nature identique.
- **L'interdiction l'incertitude (Al-Gharar)** : L'imprévu, l'aléa, l'incertitude ou le Gharar est interdit dans le Coran et la Sunna. Il vise à faire croire à quelqu'un qu'il obtiendra quelque chose pour le persuader d'agir et donc l'induire en erreur. De ce fait, l'objet des contrats islamiques ne peut être conditionné par la réalisation d'un événement incertain.
- **L'interdiction du jeu de hasard (Al-Maisir)** : La Charia considère que tout contrat où les droits des parties prenantes sont basés sur un événement aléatoire est invalide et nul.
- **Le partage des profits et des pertes (3P)** : L'objectif de ce principe est d'établir des contrats où l'une des parties ne diffère pas injustement de son cocontractant. Cependant,

l'idée de répartir les pertes et les bénéfiques joue un rôle essentiel dans le concept de finance islamique. Grâce à elle, les entrepreneurs et les investisseurs peuvent partager le risque. Bien entendu, il est également nécessaire de réparer toutes les pertes si elles ne sont pas causées par une négligence ou une faute de l'entrepreneur.

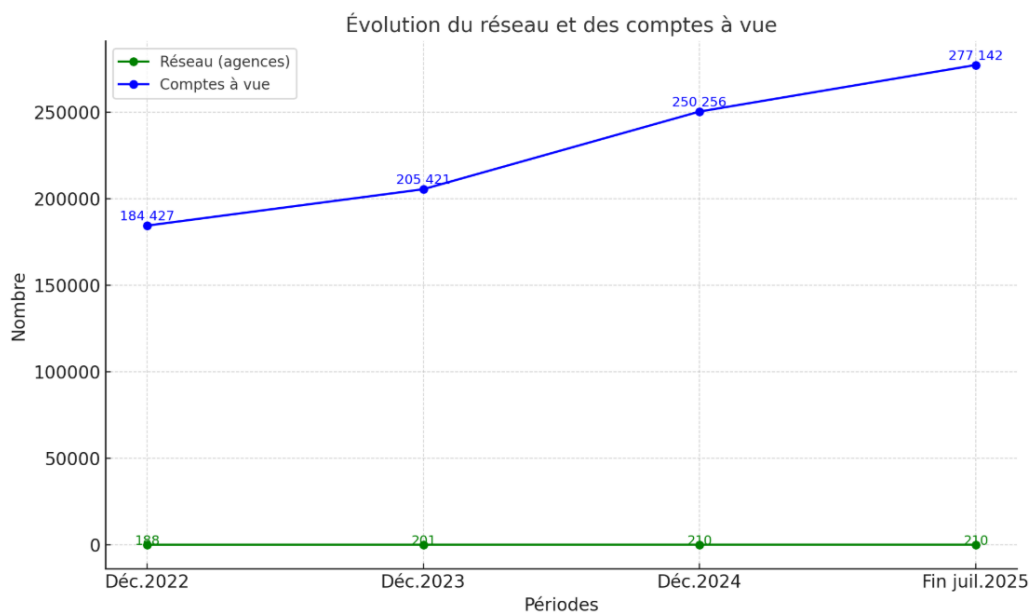
- **L'adossement à un actif tangible :** Conformément à ce principe, toute opération doit être adossée à un actif tangible et ceci renforce la liaison entre la sphère réelle et la sphère financière et permet donc une certaine stabilité économique (Fnitiz, 2023).

1.2.1.2.L'évolution de la finance participative au Maroc

À la fin de l'année 2024 et au cours de l'année 2025, les indicateurs de l'activité et de la rentabilité des banques ainsi que les fenêtres participatives, divulgués par Bank Al Maghrib, indiquent une croissance significative et remarquable du secteur. Notamment, en termes de total du bilan qui a enregistré une augmentation de plus de 22% par rapport à 2024.

Les figures suivantes présentent l'évolution des banques et fenêtres participatives depuis fin décembre de 2022 au fin juillet 2025 :

Figure 1 : Nombre d'agences et des comptes à vue depuis fin décembre de 2022 au juillet 2025

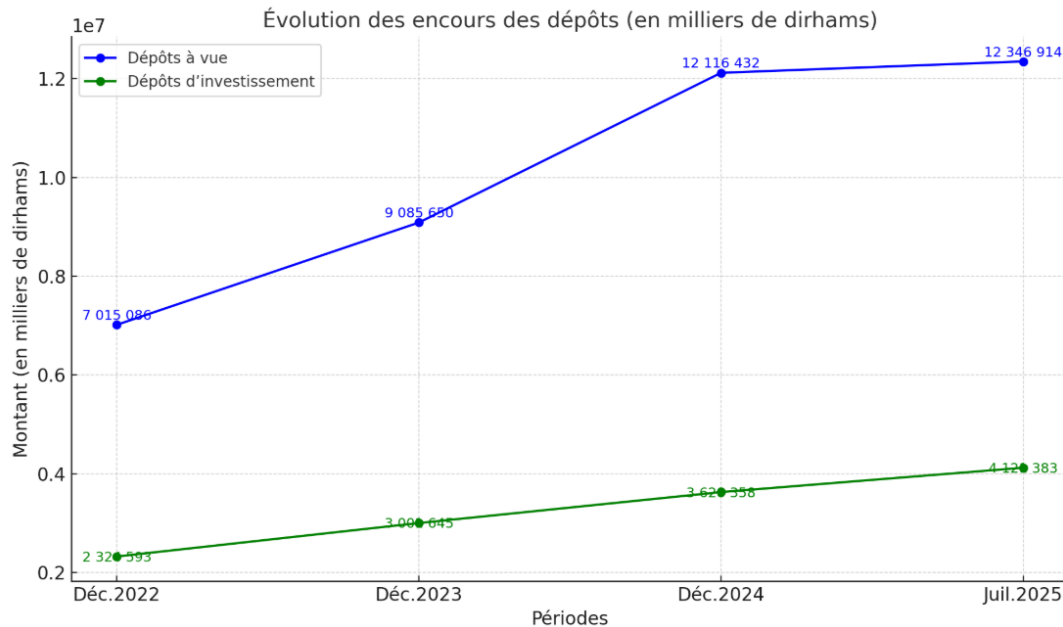


Réseau(*) : Y compris les espaces dédiés des fenêtres participatives

Source : Bank Al Maghrib – Les indicateurs des banques et fenêtres participatives Déc 2022, Déc 2023, Déc 2024 et Juillet 2025

Cette courbe présente une croissance modérée du réseau de 2,4 % et une augmentation marquée des comptes à vue de 19,4 %, illustrant une dynamique positive et un développement soutenu du secteur bancaire participatif entre 2022 et 2025.

Figure 2 : Les encours des dépôts depuis fin décembre 2022 au Juillet 2025



Source : Bank Al Maghrib – Les indicateurs des banques et fenêtres participatives Déc 2022, Déc 2022, Déc 2023 et Juillet 2025

Le graphique montre une hausse continue des dépôts entre décembre 2022 et juillet 2025.

- Les dépôts à vue progressent nettement, passant de 7,0 à 12,3 millions de dirhams, soit une croissance d'environ 22 % sur un an.
- Les dépôts d'investissement augmentent également, de 2,3 à 4,1 millions de dirhams, soit une hausse de près de 13 %.

Cette évolution traduit une dynamique positive du secteur bancaire participatif, marquée par une confiance croissante des déposants et une diversification progressive des produits financiers.

Tableau 1 : les encours des financements participatifs depuis fin décembre de 2023 au juillet 2025

(Montant en milliers de dhs)

	Déc.2023	Déc.2024	Fin Juillet.2025	Variation mensuelle Déc 23 – Janv 24	Variation annuelle 23-24
Financements participatifs par Mourabaha	28 086 984	33 738 808	38 333 428	1,7%	23,7%
Dont : Mourabaha immobilière	23 461 416	27 690 629	30 921 042	1,4%	20,6%
Dont : Mourabaha automobile	1 551 535	1 871 542	2 276 690	4,0%	34,5%
Dont : Mourabaha équipement	1 260 289	2 081 735	2 935 991	5,0%	88,9%
Dont : Mourabaha matière premières	1 813 744	2 157 902	2 199 705	-0,6%	4,0%
Financements participatifs par Mourabaha hors marges constatées d'avance**	21 309 057	25 702 378	29 128 185	1,4%	23,4%
Dont : Mourabaha immobilière	17 349 239	20 561 327	22 875 723	1,0%	20,3%
Dont : Mourabaha automobile	1 338 478	1 621 461	1 953 800	3,9%	32,4%
Dont : Mourabaha équipement	1 073 624	1 681 001	2 428 947	5,1%	86,7%
Dont : Mourabaha matières premières	1 547 716	1 838 589	1 869 715	-0,9%	3,6%
Financements Salam	187 705	254 493	463 817	0,4%	65%

(**) : La marge constatée d'avance correspond à la marge bénéficiaire globale fixée dans le contrat de vente par Mourabaha.

Source : Bank Al Maghrib – Les indicateurs des banques et fenêtres participatives Déc 2023, Déc 2024, et Juillet 2025

Ce tableau montre une progression notable des financements participatifs par Mourabaha entre décembre 2023 et juillet 2025.

- Le volume total des financements passe de 28 086 984 en décembre 2023 à 38 333 428 en juillet 2025, soit une hausse annuelle de 23,7 %, traduisant une forte dynamique de croissance de ce mode de financement.
- De même, les financements hors marges constatées d'avance progressent de 21 309 057 à 29 128 185, enregistrant une augmentation annuelle de 23,4 %, ce qui témoigne d'une expansion réelle de l'activité effective.
- Finalement et sur même période, le financement Salam a atteint 463 817 milliers de dhs en juillet 2025 contre 187 705 milliers de dhs en décembre 2023.

1.2.2. Présentation des produits « alternatifs » adaptés à l'entrepreneuriat social

Cette section présente les principaux produits de la finance participative susceptibles de soutenir l'entrepreneuriat social au Maroc.

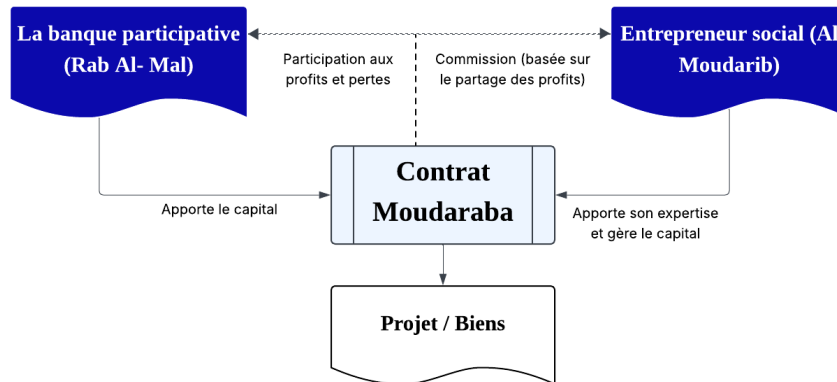
1.2.2.1. Instruments de financement Adaptés à l'entrepreneuriat social basés sur la participation (avec PPP)

○ Le contrat Moudaraba

Le contrat Moudaraba est un partenariat entre la banque participative (*Rab Al Mal*), qui apporte le capital, et l'entrepreneur social (*Al Moudarib*), qui fournit son expertise pour réaliser le projet. Les bénéfices sont partagés selon un accord préétabli, tandis que les pertes sont supportées par la banque, l'entrepreneur ne perdant que sa part de rémunération, conformément au principe de partage des profits et des pertes.

La figure ci-dessous illustre le schéma de déroulement du contrat de Moudaraba.

Figure 3 : Schéma de déroulement du contrat de Moudaraba



Source : élaborée par l'auteur

Le contrat Moudaraba favorise le développement de l'entrepreneuriat social en permettant le financement de projets à vocation sociale tout en partageant les risques entre l'investisseur et l'entrepreneur.

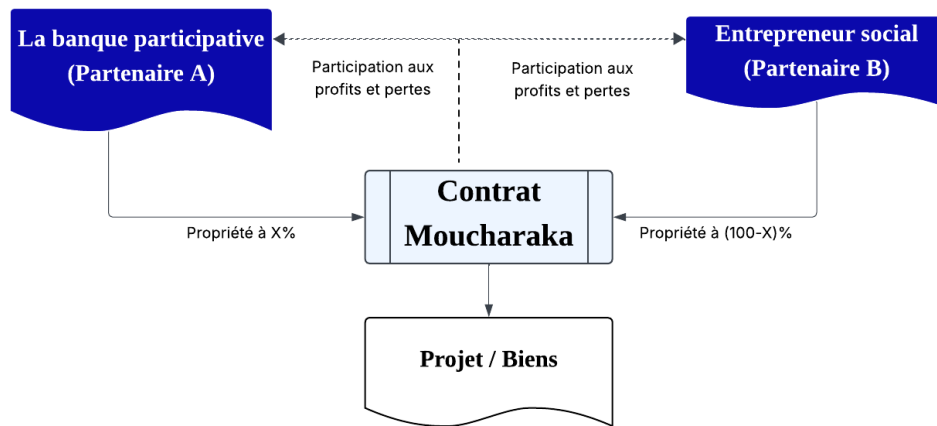
○ **Le contrat Moucharaka**

Le contrat Moucharaka est un accord dans lequel deux parties ou plus s'associent. Contrairement au contrat Moudaraba, tous les partenaires apportent ici du capital et participent à la gestion. Par conséquent, les gains sont partagés, tout comme les pertes, selon des clés de répartition établies lors de la conclusion du contrat Moucharaka.

Plusieurs études, notamment celle menée Haid, Abdelmalek et Mokhefi (2018) montrent que les entreprises sociales ont un intérêt spécial aux modes de financement des banques participatives pour la simple raison qu'ils sont conformes à la Charia.

La figure ci-dessous montre le schéma de déroulement du contrat de Moucharaka

Figure 4 : Schéma de déroulement du contrat de Moucharaka



Source : élaborée par l'auteur

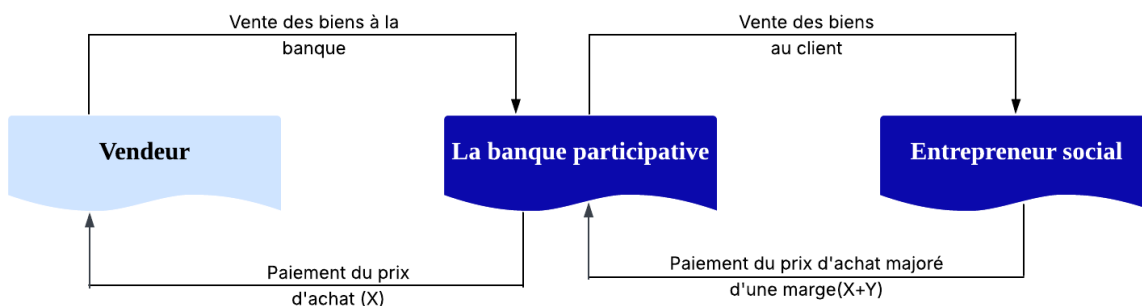
1.2.2.2. Instruments de financement basés sur le transfert d'actif

o Le contrat Mourabaha

La **Mourabaha** est un contrat de **vente avec marge bénéficiaire** dans lequel la banque achète un bien demandé par le client, puis le lui revend à un **prix convenu à l'avance**, incluant une **marge de profit**. Ce contrat implique **trois parties** : le vendeur initial, la banque (intermédiaire) et le client. Le processus comprend la **demande de financement**, **l'achat du bien par la banque**, puis sa **revente au client** selon les conditions fixées au contrat.

La figure ci-dessous illustre le schéma de déroulement du contrat de Mourabaha

Figure 5 : Schéma de déroulement du contrat de Mourabaha



Source : élaborée par l'auteur

○ **Le contrat Salam**

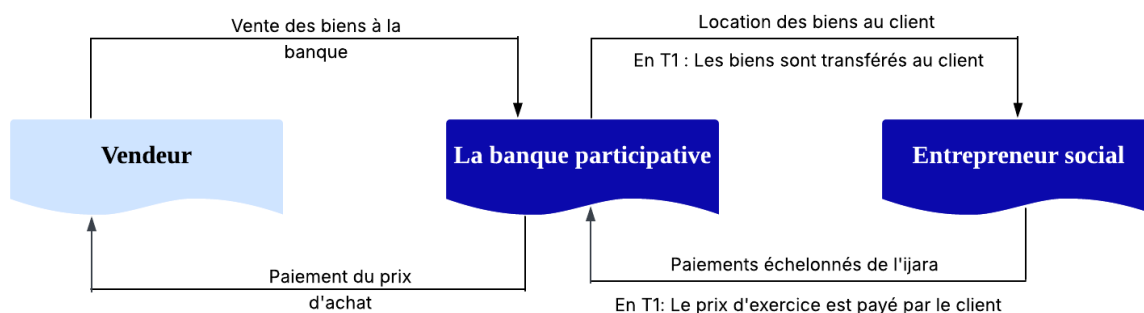
Le contrat Salam est un accord destiné à financer le cycle d'exploitation d'une entreprise. Dans ce cadre, la banque verse à l'entreprise le prix total d'une marchandise dont les caractéristiques ont été définies dans le contrat. En contrepartie, l'entreprise s'engage à livrer, dans un délai fixé, une quantité de marchandise correspondant aux spécifications convenues.

○ **Le contrat Ijara**

Un contrat par lequel la banque participative met à la disposition du client un bien meuble ou immeuble (dont elle reste propriétaire) sous forme de location, pour une durée précisée dans le contrat Ijara.

La figure ci-dessous illustre le schéma de déroulement du contrat Ijara.

Figure 6 : Schéma de déroulement du contrat Ijara



Source : élaborée par l'auteur

○ **Le contrat Istisnaa**

Le contrat Istisnaa permet à un client (*Moustasniaa*) de commander un bien avec des caractéristiques spécifiques nécessitant un processus de fabrication. La banque (*Saniaa*) s'engage alors à livrer ce bien dans les délais convenus, à un prix payable selon les modalités prévues au contrat. En pratique, les banques islamiques sous-traitent souvent le processus de fabrication via un contrat Istisnaa Parallèle, où elles jouent le rôle de Moustasniaa, tandis que le spécialiste chargé de la fabrication devient le Saniaa.

1.2.3. Facteurs clés influençant l'adoption des produits de financement participatif pour l'entrepreneuriat social

✓ La connaissance et la compréhension des produits de la finance participative

Les institutions financières participatives doivent évaluer le potentiel de leur clientèle en mesurant son niveau de sensibilisation et de compréhension des principes de la finance participative ainsi que des spécificités de ses produits. La connaissance approfondie de ces produits constitue un facteur déterminant pour favoriser leur adoption. Toutefois, comme le soulignent **Kaabachi (2015)**, le degré de connaissance varie selon le contexte religieux et culturel, et une majorité d'individus ont encore du mal à distinguer les offres des banques participatives de celles des banques conventionnelles. Les principes fondamentaux et les instruments de la finance participative demeurent ainsi partiellement méconnus par une large partie de la population.

✓ Le facteur religieux

Les valeurs islamiques exercent une influence notable sur le secteur bancaire. Plusieurs études montrent que la **dimension religieuse** constitue le principal facteur motivant le choix des banques islamiques, avant même la rentabilité. Les **croyanances religieuses** influencent directement les comportements financiers et les décisions de consommation. Des recherches menées dans divers pays (par exemple, au Bahreïn, à Singapour, en Malaisie, au Ghana ou en Espagne) confirment que la **conformité à la charia** des produits financiers joue un rôle déterminant dans leur adoption. Ainsi, les individus les plus religieux ou les plus conscients des principes de la finance participative privilégient ces institutions, même au détriment du gain financier, soulignant l'importance de la **motivation religieuse** et de la **perception de conformité à la charia** dans le choix des services bancaires participatifs.

✓ L'avantage lié au coût et aux autres caractéristiques des instruments de financement participatif

Plusieurs études se sont intéressées aux critères influençant le choix des banques par les individus et les entreprises. Il en ressort que la religion est souvent le facteur principal dans la sélection des banques islamiques, comme l'indiquent de nombreux clients. Cependant, d'autres travaux, tels que ceux de Hanin (2018), mettent en évidence l'importance du facteur coût. Les clients potentiels des produits de financement islamiques évaluent leurs bénéfices et leurs coûts par rapport aux solutions classiques. Ces conclusions concordent avec celles de Thambiah et

al. (2011, 2012) et de Echchabi et Hassanuddeen (2012), montrant que les banques islamiques ne peuvent plus se contenter de l'argument religieux. Elles doivent également valoriser les avantages de leurs produits, notamment leur rentabilité et leur dimension éthique, afin de se différencier des banques conventionnelles et d'attirer une clientèle plus large, augmentant ainsi leur part de marché (Kaabachi, 2012).

2. Méthodologie

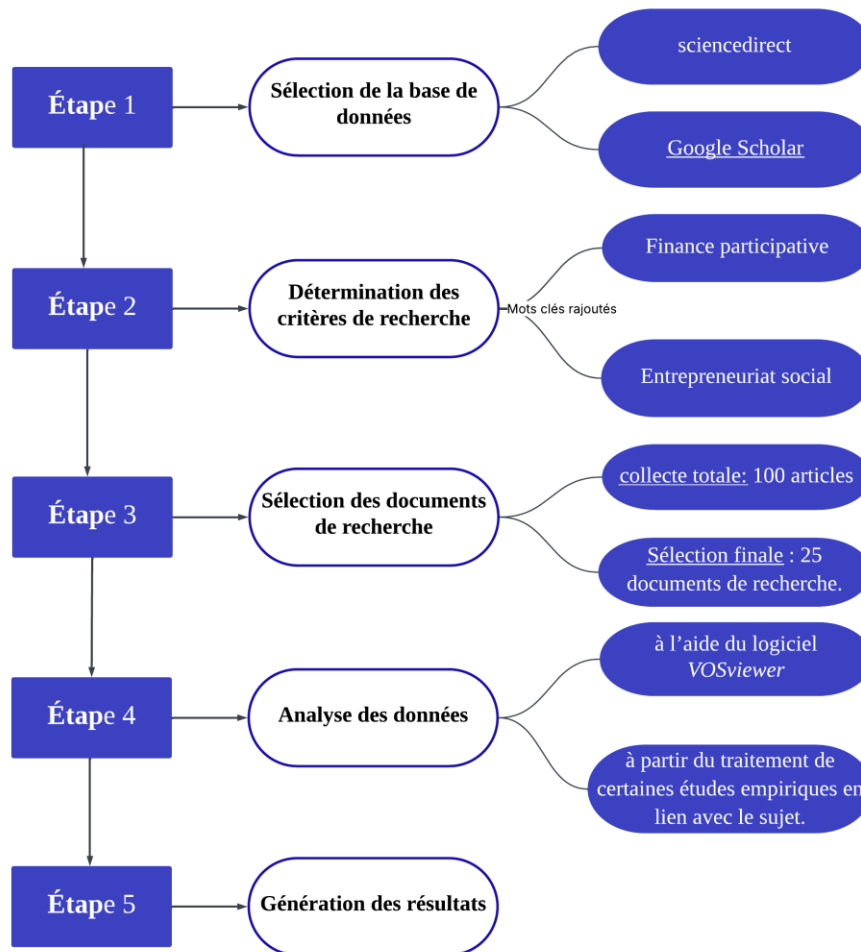
La méthodologie adoptée dans cette recherche combine une analyse bibliométrique et une étude qualitative des travaux empiriques afin de fournir une vision globale et approfondie du rôle de la finance participative dans le développement de l'entrepreneuriat social. L'approche bibliométrique, réalisée à l'aide du logiciel VOSviewer, permet d'exploiter un large volume de publications scientifiques pour identifier les tendances, les relations conceptuelles et les réseaux d'auteurs les plus influents dans le domaine. Elle met ainsi en lumière la structure intellectuelle du champ de recherche et les interactions entre ses principales thématiques. Parallèlement, l'analyse des études empiriques vise à confronter ces résultats théoriques aux réalités observées dans différents contextes. Cette double approche assure une rigueur scientifique renforcée et favorise une compréhension à la fois conceptuelle et opérationnelle du lien entre finance participative et entrepreneuriat social.

2.1. Modèle de recherche

Le modèle d'analyse adopté dans cette étude repose sur une approche documentaire combinée à une analyse bibliométrique. Le processus s'est articulé autour de cinq étapes : La sélection des bases de données (ScienceDirect et Google Scholar), la détermination des critères de recherche à partir de mots-clés tels que *finance participative* et *entrepreneuriat social*, la sélection des documents pertinents (25 sur un total de 100 articles collectés), l'analyse des données à l'aide du logiciel **VOSviewer**, puis la génération des résultats issus du traitement de certaines études empiriques. Ce modèle d'analyse s'inspire des travaux antérieurs sur les produits financiers islamiques (Mourabaha, Moudaraba, Ijara...) afin de mettre en évidence leur potentiel comme leviers de financement de l'entrepreneuriat social et de la finance solidaire au Maroc.

La figure ci-dessous indique le processus étape par étape de la présente recherche.

Figure 7 : La démarche méthodologique adoptée dans la présente recherche



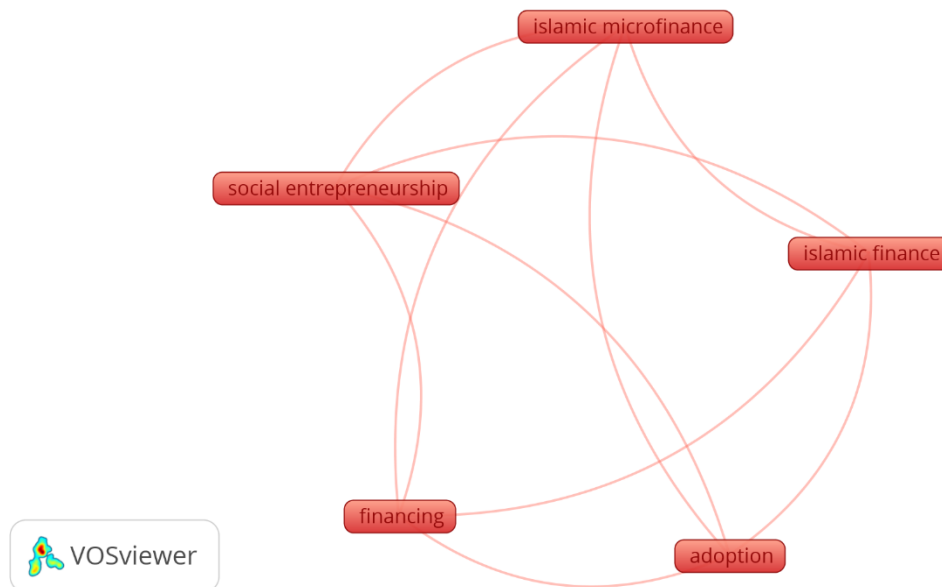
Source : élaborée par l'auteur

2.2.Résultats de recherche

La présente section expose les principaux résultats de l'analyse bibliométrique réalisée à partir du corpus sélectionné. Elle s'articule autour de trois volets complémentaires : la **cartographie des cooccurrences de mots-clés**, qui permet d'identifier les thématiques dominantes et leurs interrelations ; l'**analyse des occurrences**, qui met en évidence les termes les plus récurrents dans la littérature ; et enfin, l'**étude des auteurs**, qui renseigne sur la structure du réseau scientifique et le degré de collaboration entre les chercheurs travaillant sur la finance participative et l'entrepreneuriat social.

○ **Cartographie bibliométrique des cooccurrences de termes**

Figure 8 : cartographie bibliométrique des cooccurrences de termes



Source : Générée par VOSviewer

La cartographie générée par le logiciel **VOSviewer** illustre les relations entre les principaux concepts abordés dans la littérature scientifique relative à la finance participative et à l'entrepreneuriat social. Les termes « **Islamic finance** », « **Islamic microfinance** », « **social entrepreneurship** », « **financing** » et « **adoption** » apparaissent comme des nœuds centraux, fortement interconnectés.

Cette configuration révèle que la recherche académique se structure autour de l'idée que la finance islamique et la microfinance islamique constituent des leviers importants pour le financement et l'adoption de projets d'entrepreneuriat social. L'interrelation entre l'entrepreneuriat social et la microfinance islamique suggère que la littérature met particulièrement l'accent sur la dimension inclusive et sociale de la finance participative, notamment dans les contextes où l'accès au financement classique reste limité.

De plus, la proximité étroite entre les termes financement et adoption reflète l'intérêt croissant des chercheurs pour l'analyse des éléments favorisant l'adhésion des entrepreneurs sociaux aux outils de la finance participative. L'intégralité de la carte met en évidence une synergie entre la logique financière éthique et les objectifs de développement social, confirmant la pertinence du thème étudié dans le contexte marocain.

○ Les termes les plus récurrents

Tableau 2 : Les termes les plus récurrents


Selected	Keyword	Occurrences	Total link strength
<input checked="" type="checkbox"/>	adoption	6	24
<input checked="" type="checkbox"/>	financing	6	24
<input checked="" type="checkbox"/>	islamic finance	10	24
<input checked="" type="checkbox"/>	islamic microfinance	6	24
<input checked="" type="checkbox"/>	social entrepreneurship	6	24
<input checked="" type="checkbox"/>	apports sociaux	4	16
<input checked="" type="checkbox"/>	apports économiques	4	16
<input checked="" type="checkbox"/>	banques participatives	4	16
<input checked="" type="checkbox"/>	maroc	4	16
<input checked="" type="checkbox"/>	perspectives de développement	4	16

Source : Généré par VOSviewer

Le tableau des mots-clés révèle la prédominance de la **finance islamique** (10 occurrences) et de la **microfinance islamique** (6 occurrences), étroitement liées à l'**entrepreneuriat social**, au **financement** et à l'**adoption**. Ces résultats traduisent l'importance de la finance participative comme levier d'inclusion économique et sociale. Par ailleurs, les termes *apports sociaux*, *apports économiques*, *banques participatives*, *Maroc* et *perspectives de développement* confirment l'intérêt croissant pour les impacts socio-économiques et les dynamiques de développement durable associées à la finance participative.

○ Analyse du lien entre les auteurs

Tableau 3 : Lien entre les auteurs

 Verify selected authors

Selected	Author	Documents	Total link strength
<input checked="" type="checkbox"/>	dinar, brahim	1	3
<input checked="" type="checkbox"/>	kharbouch, omar	1	3
<input checked="" type="checkbox"/>	massiki, ayoub	1	3
<input checked="" type="checkbox"/>	metwalli, olaya	1	3
<input checked="" type="checkbox"/>	ait hou, mohamed	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	ayegou, jamila	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	baochi, mourad	2	2
<input checked="" type="checkbox"/>	cuénoud, thibault	2	2
<input checked="" type="checkbox"/>	deffains-crapsky, catherine	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	glémain, pascal	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	hamid, ait lemqeddem	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	kénitra, encg	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	rahhah lahrach	2	2
<input checked="" type="checkbox"/>	soukaina, echaoui	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	zahidi, mohamed	1	2
<input checked="" type="checkbox"/>	azougagh, ahmed	1	1
<input checked="" type="checkbox"/>	benyacoub bouchra	1	1
<input checked="" type="checkbox"/>	chakir, ahmed	1	1
<input checked="" type="checkbox"/>	didi seddik mohamed mouad	1	1
<input checked="" type="checkbox"/>	fadoua, laqhzouui	1	1

Source : Généré par VOSviewer

Le tableau met en évidence une structure de recherche encore fragmentée, caractérisée par une participation équilibrée entre plusieurs auteurs, dont certains présentent une forte connectivité au sein du réseau. Cette répartition suggère une dynamique de recherche émergente, marquée par des contributions individuelles significatives et un intérêt croissant pour la thématique de la finance participative et de l'entrepreneuriat social.

2.3.L'analyse des études empirique en relation avec le sujet

Cette section examine les recherches empiriques portant sur le rôle de la finance participative dans le financement de l'entrepreneuriat social, en mettant en évidence les principaux résultats qui illustrent son impact sur le développement de l'entrepreneuriat social au Maroc.

Tableau 4 : Synthèse des recherches empiriques : finance participative et entrepreneuriat social

Auteur et Année de publication	Contexte	Méthodologie	Confirmation des hypothèses	Résultats obtenus
<p>EL MORAJJI Chaimae et EL MOUDDEN Abdeslam, (2024)</p>	<p>Maroc</p>	<p>-Approche exploratoire documentaire et analyse comparative entre financement conventionnel et participatif.</p> <p>-Méthodologie quantitative via simulation numérique des coûts de financement</p>	<p>-La seconde hypothèse (H2) est confirmée : le financement participatif au Maroc est freiné par une offre limitée et des coûts élevés.</p> <p>-Cela entrave la constitution d'un écosystème efficace d'investissement et de remboursement.</p>	<p>-Le financement participatif au Maroc est une alternative prometteuse au système conventionnel.</p> <p>-Toutefois, son immaturité, la restriction des produits et le coût élevé du financement limitent encore son impact, en particulier pour les PME.</p> <p>-Le potentiel de développement existe, mais nécessite élargissement</p>
<p>Salma DRISSI et Khadija ANGADE, (2020)</p>	<p>Maroc- Région Souss Massa</p>	<p>Questionnaire basé sur un échantillonnage non probabiliste opportuniste.</p>	<p>-La finance islamique est bien connue et appréciée (85 %).</p> <p>-Forte demande potentielle (70 %).</p> <p>-Solution viable et alignée sur les</p>	<p>-85 % connaissent la finance participative.</p> <p>-70 % envisagent le financement éthique (islamique).</p> <p>-80 % perçoivent un impact positif de la finance islamique.</p>

			<p>valeurs sociales (80 %).</p> <p>-La préférence pour Musharakah et le partage des profits confirme la pertinence de ce modèle.</p>	<p>-90 % privilégient le partage des profits et pertes.</p> <p>-Formules préférées : Musharakah (55 %), Murabaha (25 %), Mudaraba (15 %).</p>
<p>Abdelkabar Zahid, Mohammed El Khattabi et Mohamed Sabri, (2023)</p>	<p>Maroc- région Casablanca -Settat</p>	<p>Étude exploratoire quantitative via un questionnaire en ligne (Google Forms).</p>	<p>-Les PME marocaines sont fortement intéressées par la finance participative (hypothèse confirmée).</p> <p>-Les banques participatives (produits comme Moudaraba, Moucharaka, Salam) peuvent jouer un rôle clé dans le financement éthique et solidaire.</p> <p>-Cependant, l'adoption effective reste freinée par des</p>	<p>L'étude révèle que la majorité des PME marocaines connaissent la banque participative (95,5 %) et manifestent un fort intérêt pour y recourir (94,4 %), principalement pour des raisons religieuses. Toutefois, leur adoption reste limitée en raison du coût élevé du crédit, de la lenteur des procédures, des garanties exigées et de l'absence d'un cadre juridique clair.</p>

			obstacles pratiques et réglementaires.	
Ali Karzazi, (2021)	Maroc Émirats Arabes Unis Soudan Malaisie	Étude conceptuelle et descriptive , sous forme de travail de recherche soumis à un comité de lecture.	-	-Le Waqf et la Zakat représentent des sources potentielles majeures de financement de l'ESS. -Leur efficacité dépend d'une gestion stratégique et de l'impact des fonds, au-delà du simple montant collecté.
Guesmi Fadhila et Jarboui Anis.(2021)	Tunisie	-Approche : étude de cas analytique. -Collecte des données : enquête exploratoire par questionnaire , faute de base de données disponible.	L'étude valide H1 et H2 , attestant de la reconnaissance de la microfinance islamique et de son potentiel entrepreneurial, tandis que H3 est écartée (pas d'opportunité).	La microfinance islamique en Tunisie représente une opportunité majeure pour le développement économique et la relance entrepreneuriale. Cependant, sa diffusion est limitée par le faible niveau de sensibilisation et l'insuffisance du cadre juridique.
Yassine Fnitiz(2023)	Maroc	Approche quantitative basée sur un questionnaire en ligne diffusé	-Les banques participatives (Mudaraba, Musharaka) constituent une solution crédible	La majorité des PME marocaines financent leurs activités par autofinancement (95,92 %), complété par le recours à la famille/amis (40,82 %) et aux programmes publics (29,59 %), tandis que seuls 19,39 % utilisent des crédits bancaires traditionnels.

		<p>via Google Forms.</p>	<p>pour le financement des PME.</p> <p>-La motivation religieuse (conformité à la charia) est le facteur déterminant, même au prix de coûts plus élevés.</p> <p>-Les financements classiques insuffisants constituent un obstacle au développement des PME, renforçant l'attrait des produits participatifs.</p>	<p>Elles évitent majoritairement ces banques conventionnelles (83,42 %), exigences de garanties élevées (70,41 %) et produits inadaptés (61,48 %), mais 87 % se montrent intéressées par les banques participatives, principalement pour leur conformité à la charia (95,92 %) et l'adéquation de leurs produits (73,72 %).</p>
--	--	--------------------------	--	---

Source : élaboré par l'auteur

Les résultats montrent que la finance participative représente une alternative prometteuse pour le financement de l'entrepreneuriat social au Maroc. Il met en évidence un fort niveau de connaissance et d'intérêt des PME pour les produits conformes à la charia, notamment la Moucharaka et la Mourabaha, ainsi que pour les instruments sociaux comme le Waqf et la Zakat. Toutefois, l'adoption effective reste limitée par des contraintes telles que le coût élevé, les garanties exigées et l'insuffisance du cadre réglementaire. Ces résultats soulignent à la fois le potentiel de la finance participative pour soutenir les initiatives sociales et la nécessité de renforcer l'encadrement institutionnel et la diversité des produits proposés.

Conclusion

Les entrepreneurs sociaux jouent un rôle crucial dans la lutte contre l'exclusion, la création d'emplois, la protection de l'environnement et le renforcement de la cohésion sociale, mais leur développement est limité par un manque de financements adaptés. Au Maroc, les institutions de la finance participative proposent des alternatives intéressantes grâce à des instruments financiers conformes aux principes islamiques, tels que la Moudharaba, la Moucharaka, la Mourabaha, tout en offrant un accompagnement institutionnel et organisationnel. Cependant, les recherches actuelles se concentrent davantage sur les banques participatives et négligent les déterminants de l'adoption de ces outils par les entrepreneurs sociaux et les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). Parmi les facteurs influençant cette adoption figurent le coût, la dimension religieuse, la compréhension des principes islamiques, les influences sociales, les attitudes vis-à-vis de ces outils, ainsi que les perceptions de leur complexité et des risques associés. Il est nécessaire d'approfondir les études, notamment en intégrant le rôle des coopératives, qui occupent une place centrale dans l'ESS au Maroc, afin de concevoir un système de finance participative mieux adapté aux besoins des entrepreneurs sociaux et de guider les investisseurs dans leurs décisions stratégiques.

Bibliographie

Bank Al-Maghrib. (2023). *Indicateurs des banques et fenêtres participatives (Déc 2023)*.

Bank Al-Maghrib. (2024). *Indicateurs des banques et fenêtres participatives (Déc 2024)*.

Bank Al-Maghrib. (2025). *Indicateurs des banques et fenêtres participatives (Juillet 2025)*.

CODES. (2007). *Pour une approche partagée de l'entrepreneuriat social et de son développement*. La note du Codès n°1.

Drissi, S., & Angade, K. (2020). La finance islamique et l'investissement à impact social : Cas des coopératives de la région de Souss Massa. *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit*, (12), 272–298.

El Amrani, J., & Lemtaoui, M. (2016). Social entrepreneurship funding in Morocco: Practices, constraints and prospects. *Revue JBE*, 58.

El Amrani, J., Lemtaoui, M., & Kabbaj, M. (2016). Étude exploratoire de l'écosystème d'accompagnement à l'entrepreneuriat social au Maroc. *13e Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME*, 1–20.

El Ouazzani, H., & Rouggani, K. (2018). Attitude des PME envers les produits des banques islamiques : Une esquisse de modélisation. *Recherches et Applications en Finance Islamique*, 2(1), 83–102.

El-Zoghbi, M., & Tarazi, M. (2013). *Trends in Sharia-Compliant Financial Inclusion*. CGAP.

Elmelki, A. (2019). Le principe de partage des profits ou des pertes dans le cadre des banques islamiques : Illustration modélisée des contrats de financement participatifs Moudaraba et Moucharaka. *Global Journal of Management and Business Research*, 11(11), 1–19.

Fayolle, A. (2012). *Entrepreneuriat : Apprendre à entreprendre*. Dunod.

Fianto, B. A., Gan, C., & Hu, B. (2019). Financing from Islamic microfinance institutions: Evidence from Indonesia. *Agricultural Finance Review*, 79(5), 633–645.

Fnitiz, Y. (2023). L'impact de la mise en place de l'assurance Takaful sur le comportement d'adoption des produits de la banque participative au Maroc. *Alternatives Managériales et Économiques*, 5(1), 180–196.

Gerrard, P., & Barton Cunningham, J. (1997). Islamic banking: A study in Singapore. *International Journal of Bank Marketing*, 15(6), 204–216.

Gueranger, F. (2009). *Finance islamique : Une illustration de la finance éthique*. Dunod.

Guerin, I. (2005). Les limites de la microfinance et le rôle de la recherche. *ADA Dialogue*, 35, 11–15.

Hafiane, M. A., & Allouch, F. (2021). Les déterminants de l'adoption des banques participatives : Une étude exploratoire dans le contexte marocain. *Alternatives Managériales et Économiques*, 3(2), 126–142.

Hanin, F. (2018). *Les déterminants du choix des produits de la microfinance islamique : Cas des micro-entreprises de la région de l'Oriental* (Thèse de doctorat, FSJES Oujda).

Hanin, F., & Attar, A. E. (2018). La connaissance et la religion comme déterminants d'adoption des produits des institutions de la microfinance islamique. *International Review of Economics, Management and Law Research*, 1(1), 1–24.

Hefnaoui, A., & Ben Darkawi, Z. (2020). Les PME marocaines et les difficultés d'accès au financement externe. *Revue Internationale du Chercheur*, 1(4), 686–708.

Kaabachi, S. (2012). Les facteurs d'adoption des services bancaires islamiques en Tunisie. *Management & Sciences Sociales*, (17), 105–121.

Khassal, H., & Rehioui, M. (2018). Le “Business model” social : entre impératif de pérennité et logique de création de valeur sociale durable. *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit*, 2(3), 941–972.

Kherrazi, S., & Ahsina, K. (2016). Défaillance et politique d'entreprises : Modélisation financière appliquée aux PME marocaines. *La Revue Gestion et Organisation*, 8(1), 53–64.

Laminou, A., & Chakir, A. (2021). Crowdfunding islamique : une solution pour le financement de l'entrepreneuriat social au Maroc. *Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation*, 3(10), 1–11.

Layadi, H., Rouggani, K., & Amine, N. B. (2019). L'Entrepreneuriat social au Maroc : définitions, enjeux et réalité. *Revue Marocaine de la Prospective en Sciences Sociales*, (2), 1–10.

Lehner, O. M. (2013). Crowdfunding social ventures: A model and research agenda. *Venture Capital*, 15(4), 289–311.

Levine, R. (2005). Finance and growth: Theory and evidence. Dans P. Aghion & S. N. Durlauf (Éds.), *Handbook of Economic Growth* (Vol. 1A, pp. 865–934). Elsevier.

Mahboubi, & Benyacoub. (2020). Les PME de la ville de Fès et perspectives de financement participatif : Revue de littérature, hypothèses et modèle de recherche. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 3(1), 475–491.

Meyskens, M., & Bird, L. (2015). Crowdfunding and value creation. *Entrepreneurship Research Journal*, 5(2), 155–166.

St-Pierre, J. (2019). *Gestion financière des PME : Théories et pratiques* (2e éd.). Presse de l'Université du Québec.

Zahid, A., Ibourk, A. (2014). À l'horizon de la banque islamique au Maroc : les déterminants d'une installation réussie. *Cahiers de la Finance Islamique*, (6), 130-153.